



HAL
open science

L'élection présidentielle de 1996 en Russie

Marie Mendras

► **To cite this version:**

Marie Mendras. L'élection présidentielle de 1996 en Russie. *Revue Française de Science Politique*, 1997, 47 (2), pp.173-203. 10.3406/rfsp.1997.395161 . hal-03923443

HAL Id: hal-03923443

<https://sciencespo.hal.science/hal-03923443>

Submitted on 4 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 1996 EN RUSSIE

MARIE MENDRAS

Huit ans après l'introduction du scrutin libre et secret, la Russie reste une terre d'élections¹. Depuis 1989, les électeurs se sont rendus dix fois aux urnes pour des élections législatives, présidentielles, régionales, municipales et des scrutins référendaires. Dans certaines régions et villes, d'autres scrutins ont encore augmenté le rythme de l'expression citoyenne. Les trois derniers grands rendez-vous électoraux des Russes se sont succédé sur douze mois, de décembre 1995 à décembre 1996. Le 17 décembre 1995, une nouvelle Douma d'État, chambre basse du Parlement, a été élue. Le 16 juin et le 3 juillet 1996, l'élection présidentielle à deux tours a reconduit Boris Eltsine dans ses fonctions. De septembre à décembre 1996, de dimanche en dimanche, presque tous les gouverneurs ou chefs d'administration des provinces russes ont été élus au suffrage universel direct². Pendant ces douze mois, certaines circonscriptions ont aussi été invitées à choisir leur maire, leur assemblée municipale, leur assemblée régionale.

La participation est relativement élevée en moyenne nationale (69 et 68 % aux deux tours de la présidentielle, 64 % aux législatives de 1995) à l'exception des scrutins locaux à l'échelon municipal. La proportion des gouverneurs et députés sortants qui n'ont pas été réélus est forte, indiquant une réelle compétition entre les candidats. La réélection de Boris Eltsine n'était pas gagnée d'avance et la perspective d'une alternance avec la victoire du communiste Guennadi Ziouganov a vivement inquiété l'équipe eltsinienne pendant plusieurs mois au point de considérer sérieusement un scénario de report de l'élection.

Les élections ne se tiennent pas dans des conditions parfaites, surtout dans certaines républiques et régions où les administrations et leurs chefs ne reculent pas devant les pressions et les irrégularités. L'élection de Boris Eltsine a été entâchée par une campagne inéquitable et des pressions sur les administrations régionales et locales. Cependant, des pratiques qui ne seraient pas tolérées chez nous ne me paraissent pas devoir interdire l'analyse de ces grands moments politiques que sont les élections. D'abord, parce que les fraudes et pressions n'ont pas une ampleur telle qu'elles déforment le message des électeurs. Sauf en Tchétchénie où les autorités russes n'auraient jamais dû reconnaître la tenue des scrutins, et dans d'autres territoires du Nord-Caucase affectés par la guerre à leur porte, les

1. Une première analyse électorale et essai de géographie électorale, a été publiée dans cette même revue en 1993 : M. Mendras, « Les Trois Russie. Analyse du référendum du 25 avril 1993 », *Revue française de science politique*, 43 (6), décembre 1993, p. 897-939.

2. Quelques scrutins régionaux se tiennent encore début 1997, notamment des seconds tours pour l'élection de gouverneurs.

résultats peuvent être retenus comme représentatifs des préférences des citoyens, avec une certaine marge d'erreur. Il est également important de souligner que le résultat d'une élection dicte une décision politique qui, à chaque fois, est appliquée par les autorités en place.

Le suffrage universel est la grande contrainte démocratique qui s'est imposée aux élites dirigeantes russes et dont elles semblent ne pouvoir faire l'économie. Aucun homme politique en Russie aujourd'hui n'est sûr de son avenir personnel. La vie politique en 1996 était suspendue à l'élection présidentielle de juin-juillet et à ses effets. C'était la seconde élection du chef d'État mais aussi un peu la première, car le scrutin de 1991 se jouait encore en contexte soviétique, et l'annonce de la troisième puisque la réélection de Boris Eltsine a immédiatement ouvert le champ à la bataille de succession. L'élection de 1996 a planté le décor et installé les acteurs de la prochaine présidentielle, échéance qui dépend essentiellement de la santé du président. Ce moment politique mérite d'être étudié à la fois dans le prolongement des législatives de décembre 1995 et dans la perspective d'une prochaine présidentielle anticipée.

LA RÉÉLECTION DE BORIS ELTSINE LE 3 JUILLET 1996

Pour la première fois, la Russie a renouvelé la direction suprême dans un cadre constitutionnel stabilisé depuis trois ans¹ et expérimenté le système à deux tours pour l'élection du chef d'État. Le scrutin s'est tenu dans un contexte juridique et institutionnel normal, sans contestation des règles établies. Le contexte politique dans lequel s'est ouverte la campagne début 1996 était, en revanche, difficile. Le Président candidat avait longtemps été absent de la scène publique pour cause de maladie et la guerre faisait rage en Tchétchénie. Avant d'analyser le contexte et les ombres de l'élection, rappelons les règles et les résultats de la présidentielle.

LE MODE DE SCRUTIN

Le mandat de Boris Eltsine expirait le 11 juin 1996. Il avait été élu le 12 juin 1991, au suffrage universel direct, selon la Constitution révisée de 1978. Le scrutin de 1996 s'est donc tenu presque dans les délais requis. La loi antérieure ne prévoyait pas les conditions de l'intermède de trois semaines qui séparait la fin du mandat, le 11 juin, et le deuxième tour de l'élection le 3 juillet. Le président Eltsine a choisi de présider comme si ses fonctions demeuraient pleines et entières après le 11 juin. Il a notamment procédé à d'importants remaniements de son équipe entre les deux tours. Tout particulièrement, il a nommé Alexandre Lebed secrétaire du Conseil de sécurité afin d'encourager un bon report des 14,5 % de suffrages obtenus par l'ancien général de l'armée russe.

1. Le 12 décembre 1993, la nouvelle Constitution de la Fédération de Russie a été adoptée par référendum.

Selon l'article 81 de la Constitution de décembre 1993, le mandat du président est de quatre ans, renouvelable une fois. Boris Eltsine n'ayant pas remis en question son mandat avec l'adoption d'une nouvelle Constitution, son quinquennat de 1991 court jusqu'en 1996 et il ne peut plus prétendre qu'à ce deuxième mandat de 1996-2000.

La loi fédérale « Sur l'élection du président de la Fédération de Russie » a été adoptée le 4 mai 1995¹. Elle n'apporte pas de très grandes innovations sur les dispositions de 1991. Pour l'enregistrement des candidatures, le système de signatures est conservé. Chaque candidat doit obtenir la signature d'un million de citoyens, avec obligation de rassembler ces noms dans au moins 15 « sujets » (provinces) de la Fédération de Russie (une province ne doit pas apporter plus de 7 % du total des signatures)².

Le scrutin est à deux tours. Le gagnant du second tour n'a pas besoin de la majorité absolue. En effet, depuis 1993, le système électoral russe a introduit le vote « contre tous les candidats ». Le bulletin de vote compte donc une troisième option qui figure en troisième position, sous les deux noms des finalistes. L'électeur a le choix entre trois cases et il doit en cocher une. Le vote du 3 juillet 1996 a donc été « un duel à trois ». L'option « contre tous » pouvait donner comme résultat une configuration : 48 % pour le candidat X, 47 % pour le candidat Y, 5 % contre les deux. Cette possibilité avait d'ailleurs inquiété Boris Eltsine qui voulait une victoire franche sur son rival communiste, d'autant plus que ce dernier aurait été tenté de mettre en cause la validité de l'élection en dénonçant irrégularités et fraude, dans le cas où peu de suffrages les auraient séparés.

L'option « contre tous » est un héritage indirect de l'époque soviétique. Les élections n'étaient alors qu'une farce puisqu'il n'y avait qu'un seul candidat, le plus souvent membre du Parti communiste, parfois « sans parti », qu'on votait sans isoler et que la participation était de facto obligatoire. La seule alternative au « béni-oui-oui » était de rayer le nom du candidat unique, au vu et au su du bureau de vote. Cette conception du vote « contre » est restée en dépit de la multiplicité des candidats, du secret de l'isoloir et de l'entière liberté de s'abstenir. Au premier tour de la présidentielle, 1,5 % des votants ont choisi cette option, et 4,8 % au deuxième tour.

INEXACTITUDES ET FRAUDE

L'organisation du vote a soulevé les mêmes réserves qu'en 1993 et 1995 : absence d'enveloppe et obligation de signer et contresigner chaque bulletin, bulletins non gardés au coffre pendant la nuit précédant le vote, toute-puissance des comités des bureaux de vote, faiblesse du système d'observateurs des partis politiques. L'une des innovations en 1995 a été la création des commissions territoriales à l'échelon du canton (*raïon*) qui ajoutent un maillon supplémentaire dans le long circuit d'acheminement des décomptes et procès-verbaux dans la nuit suivant le vote. Elles s'imposaient,

1. La loi fédérale « Sur l'élection du président de la Fédération de Russie » a été publiée dans le quotidien *Rossiiskaia gazeta*, 23 mai 1995, p. 3-7.

2. *Vybory Prezidenta Rossiiskoi Federatsii, 1996* (L'élection du président de la Fédération de Russie, 1996), Moscou, Édition « Ves' Mir », 1996, p. 14.

explique-t-on officiellement, par l'informatisation des procès-verbaux¹. La composition des comités des bureaux de vote, des commissions électorales au niveau du canton, de la région ou de la république, et de la commission électorale centrale est décidée par les administrations, à chaque échelon, ce qui pose la question de la neutralité et de l'impartialité de ces instances.

Les défauts de la logistique du vote ne sont probablement pas les plus graves dysfonctionnements de ces élections de 1995 et 1996. Ils ont certes ouvert des brèches à la fraude mais encore fallait-il qu'il y ait consensus ou loi du silence au sein d'un même bureau de vote ou d'une commission territoriale. Le scénario d'une pure et simple substitution d'un procès-verbal par un autre paraît peu crédible dans la plupart des régions de Russie. Les exceptions sont un secret de polichinelle en Russie : certaines républiques du Nord-Caucase et de la Volga ont fait l'objet de commentaires sarcastiques dans la presse centrale russe². Très peu de plaintes ont été retenues par la commission électorale centrale et les tribunaux. Les résultats de Rostov-sur-le-Don, Saratov, le Daghestan ont été « révisés » après le second tour, pour rectifier quelques « erreurs techniques »³. Plus graves, et plus difficiles à évaluer, sont les pressions exercées sur les électeurs par les responsables économiques et administratifs dans certaines villes, villages et entreprises.

Les observateurs des partis politiques ont été plus nombreux et plus actifs au premier tour de la présidentielle qu'aux législatives de 1995. En revanche, au deuxième tour, comme si les dés étaient jetés, les observateurs du Parti communiste ont semblé moins actifs et moins pugnaces qu'au premier tour. Seuls les grands candidats s'étaient organisés pour dépêcher des représentants dans les bureaux de vote. Les observateurs étrangers ont joué leur rôle habituel. Vigilants mais désireux de ne pas amoindrir la victoire de Boris Eltsine, présents dans les grandes villes plus que dans les cantons, ils ne pouvaient que donner une appréciation générale.

LES RÉSULTATS

Les résultats sont volontairement arrondis et ne reprennent pas les centièmes publiés dans les résultats officiels. Les inexactitudes, la prise en compte aberrante de résultats en Tchétchénie et les contestations dans certaines circonscriptions invitent à considérer une marge d'erreur possible sur les pourcentages officiels donnés dans les tableaux qui suivent⁴.

1. Cf. Commission électorale centrale, *Vybory deputatov gosudarstvennoi Dumy 1995*, Moscou, Éditions « Ves' Mir », 1996, p. 44-45 ; cf. aussi Tacis European Union Electoral Unit, « Russian Election of the State Duma Report. December 1995 », février 1996, p. 37-39.

2. Le politologue Alexandre Sobjanine consacre des analyses détaillées aux fraudes. Cf. notamment ses articles, « Problema falsifikatsii na predstoiachtchikh vyborakh » (Le problème des fraudes aux prochaines élections), *Prezidentskie vybory v Rossii*, Moscou, Fondation Carnegie, bulletin 4-5, 1996, p. 28-32.

3. Entretiens à la Commission électorale centrale, Moscou, septembre 1996.

4. Les résultats complets et définitifs ont été publiés par la Commission électorale centrale, *Vybory Prezidenta Rossiiskoi Federatsii, 1996, op. cit.*, p. 127-171.

Le premier tour : dix candidats en lice, plus l'option
« contre tous » (en pourcentage des votants)

<i>Participation</i>	69,8
Boris Eltsine	35,2
Guennadi Ziouganov	32
Alexandre Lebed	14,5
Grigori Iavlinski	7,3
Vladimir Jirinovski	5,7
Sviatoslav Fedorov	0,9
Mikhaïl Gorbatchev	0,5
Martin Chakkoum	0,3
Iouri Vlasov	0,2
Vladimir Bryntsalov	0,1
Contre tous	1,5
Bulletins non valides	1,4

Le second tour : un « duel à trois »

	<i>en millions de suffrages</i>	<i>en pourcentage</i>
<i>Participation</i>	74,6	68,8
Boris Eltsine	40,2	53,8
Guennadi Ziouganov	30,1	40,3
Contre tous	3,6	4,8
Bulletins non valides	0,7	1

Le premier tour est, par nature, plus représentatif de la diversité des préférences politiques et plus propice à l'expression des nuances. Le second tour oblige à un choix plus tranché, sans recours à une solution intermédiaire. Pour les électeurs qui ont voté pour un candidat autre que les deux finalistes, les options possibles sont soit de choisir le moindre mal en reportant leurs voix sur l'un ou l'autre protagoniste, soit de s'abstenir, ou encore de protester en votant contre les deux. Au pied du mur, l'électeur doit prendre une décision avec un éventail beaucoup moins ouvert et en sachant que l'issue de ce deuxième tour conduira directement à une décision politique nationale. Le vote final a donc une nature particulière qui ne traduit pas les nuances de la communauté citoyenne mais peut révéler les limites de l'antipathie (rejet) et de la tolérance (report sur un candidat non préféré au premier tour) pour chacun des deux rivaux et des deux pôles qu'ils représentent. Le duel Eltsine-Ziouganov a nécessairement accentué la bipolarisation de l'électorat russe, déjà très marqué au premier tour et aux législatives de 1995.

Les résultats confirment la grande stabilité de l'électorat depuis 1993, et surtout depuis décembre 1995. Un peu moins d'un tiers des inscrits (entre 30 et 31 %) s'abstiennent : la participation est de 69,8 % le 16 juin, de 68,8 % le 3 juillet ; elle était de 64,7 % aux législatives le 17 décembre 1995. Au premier tour, l'opposition communiste et apparentée obtient un tiers des suffrages (32 % pour G. Ziouganov), B. Eltsine recueille un autre tiers (35,2 %), A. Lebed occupe la troisième place avec 14,5 %, G. Iavlinski suit avec 7,3 % et V. Jirinovski avec 5,7 %. Les cinq autres candidats, S. Fedorov, M. Gorbatchev, M. Chakkoum, Iou. Vlasov et V. Bryntsalov,

totalisent ensemble à peine plus de 2 % des voix ; 1,5 % votent « contre tous les candidats ». La société est partagée politiquement et divisée géographiquement et socialement.

La polarisation s'affirme naturellement au second tour. La participation restant presque aussi élevée que le 16 juin, 4,8 % des votants rejettent G. Ziouganov et B. Eltsine. Le président sortant rassemble quarante millions de voix contre trente millions pour son rival communiste. L'écart est important, même si le score communiste est tout à fait honorable, surtout si l'on prend en compte l'inéquité de la campagne et des médias en faveur de Boris Eltsine, sujet qui sera discuté plus loin.

LES TROIS RUSSIE : SPECTATRICE, RÉFRACTAIRE, LÉGITIMISTE

La victoire de Boris Eltsine en moyenne nationale-fédérale ne doit pas masquer le fait que la moitié des provinces de la Fédération ont préféré, en moyenne régionale, le chef du Parti communiste. La géographie électorale qui se dessine sur les cartes qui suivent montre la stabilité des préférences depuis 1993, et surtout 1995¹. La carte des divisions territoriales de la Fédération de Russie (carte 1) indique les 20 républiques (en excluant la Tchétchénie de facto indépendante), les 6 territoires (*krai*), les 49 régions administratives (*oblast*), les 10 districts nationaux autonomes, la région autonome et les deux villes à statut fédéral (Moscou et Saint-Pétersbourg). Les résultats du vote en Tchétchénie, officiellement publiés et pris en compte dans les décomptes finaux, ne sont pas recevables puisque, pour les Tchétchènes, le scrutin ne s'y est pas tenu. Les urnes ont été bourrées par les militaires et policiers russes. Ainsi, aucun résultat n'apparaît sur nos cartes pour cette petite république du Caucase.

L'abstention est moins élevée en 1996 et connaît de moins fortes amplitudes entre les régions. La carte 2 montre que la Russie « spectatrice » couvre en partie le Nord européen, le Nord sibérien, une grande partie de la Sibérie et de l'Extrême-Orient. Les républiques et districts nationaux sont en moyenne plus abstentionnistes que les régions (*oblast*). L'éloignement de Moscou et les particularités nationales-républicaines sont probablement un facteur important, déjà mis à jour en 1993.

La Russie « réfractaire » marque son opposition par un vote essentiellement communiste en 1995 et 1996. Elle est remarquablement stable dans sa géographie, en dessinant un grand arc de cercle qui suit le pourtour de la Russie de Pskov, au Nord-Ouest jusqu'à l'Amour en Sibérie du Sud, et englobe les régions au Sud de Moscou jusqu'au Nord-Caucase (en particulier les régions Terres-Noires) et une partie des provinces de la Volga et de Sibérie occidentale (carte 3).

La Russie « légitimiste » vote pour le pouvoir en place, parfois pour les réformes mais pas toujours. Une grande partie de ces électeurs ont choisi B. Eltsine le 16 juin et surtout le 3 juillet pour barrer la voie aux communistes. L'électorat légitimiste est moins enraciné géographiquement que

1. Cf. M. Mendras, « Les Trois Russie... », art. cité, et « Lettre de Moscou. La Russie vote et se divise », *Pouvoirs*, 69, 1996, p. 173-181.

l'électorat réfractaire. Il est certes fermement ancré à Moscou, Saint-Pétersbourg, Ekaterinbourg et Perm dans l'Oural, et dans les territoires du Nord et du Nord-Est. B. Eltsine a amélioré son score en Extrême-Orient mais n'a pas réussi à faire reculer les communistes en Sibérie (voir cartes 4 et 5).

Ainsi, la coupure entre les provinces du Nord et les provinces du Sud se confirme. Une des raisons de cette coupure tient à la plus forte ruralité de la moitié Sud. Le clivage se situe bien entre les gros centres urbains d'un côté, les villes petites et moyennes et les cantons ruraux de l'autre. La capitale d'une région vote toujours plus légitimiste, le reste de la région plus réfractaire. Les variations entre régions cachent des disparités à l'intérieur même d'une province ou d'un canton.

Quelques grands critères opposent la Russie réfractaire à la Russie légitimiste: l'âge, le revenu, le lieu de résidence. Il convient de prendre en compte à la fois les spécificités de la province, la taille de l'agglomération, les possibilités économiques locales (dépendance d'une grande entreprise ou emplois plus variés), les infrastructures, l'ouverture vers l'étranger. L'électeur communiste habite plutôt dans une province de l'Ouest ou du Sud, dans une ville moyenne ou petite, ou dans un village, où la situation économique est mauvaise, voire critique. Il est plus âgé que la moyenne (au-delà de 55 ans, le vote réfractaire est majoritaire) et a des revenus modestes ou très faibles. L'électeur de B. Eltsine habite une très grande ville, plutôt dans la moitié nord du pays, est plus jeune que l'électeur communiste et dispose de meilleurs revenus. En revanche, la profession ne semble pas être un critère déterminant dans les préférences politiques¹. La fracture sociale et géographique est profonde. Le défi pour tous les hommes politiques est de réussir à s'implanter dans toutes les provinces et de s'adresser à tous les habitants de Russie plutôt que de consolider leur position dans les régions acquises.

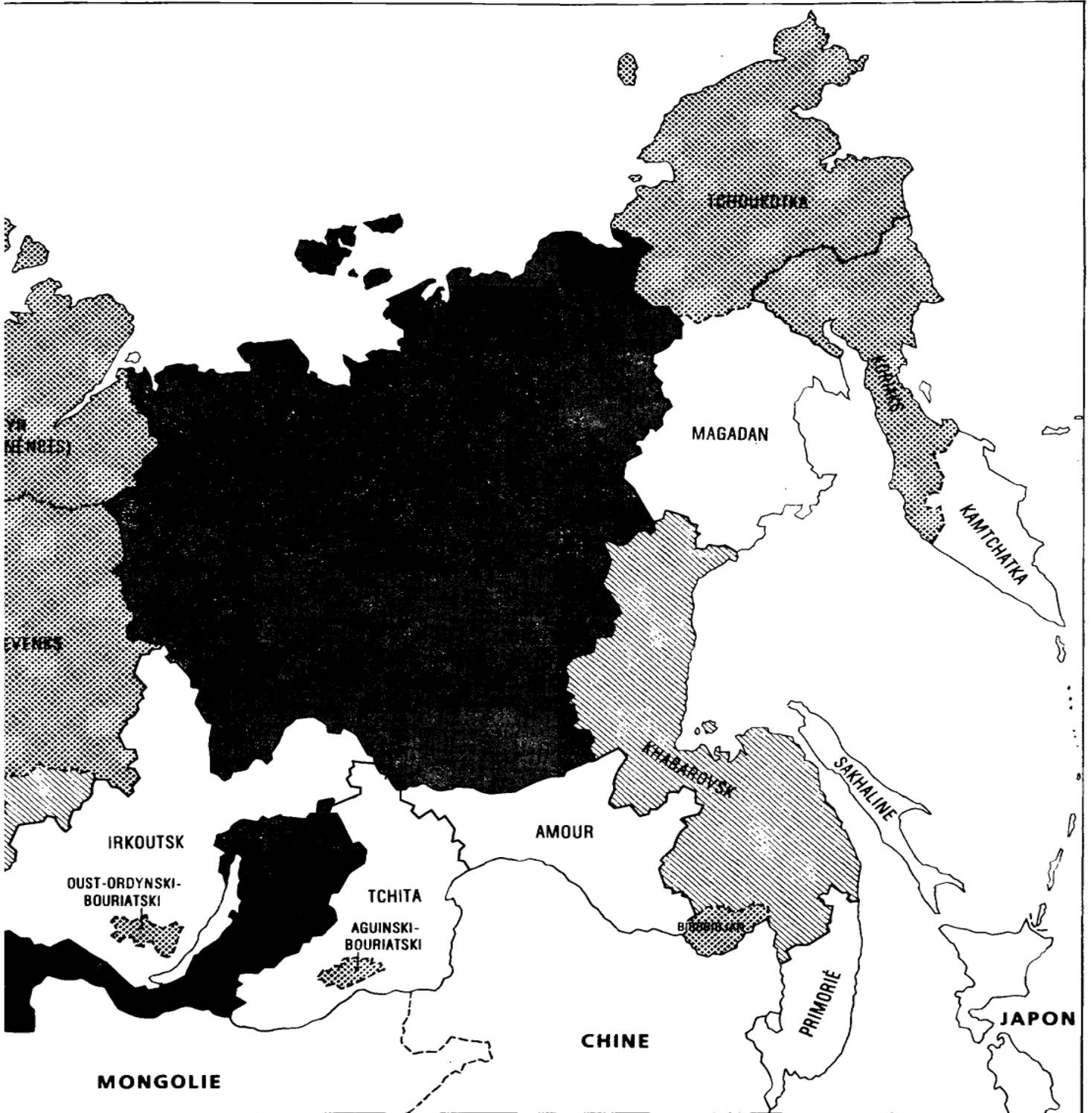
LE CONTEXTE INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE

Le renouvellement de la magistrature suprême s'est déroulé dans un contexte très différent de celui de la première élection présidentielle de juin 1991. Cependant, l'élection de Boris Eltsine dans la tourmente de l'année 1991 a profondément marqué l'histoire politique du pays. C'était la toute première fois dans l'histoire de la Russie que le peuple souverain choisissait son dirigeant. Le fait que le même homme se soit représenté en 1996 a influé sur l'organisation et les résultats du scrutin.

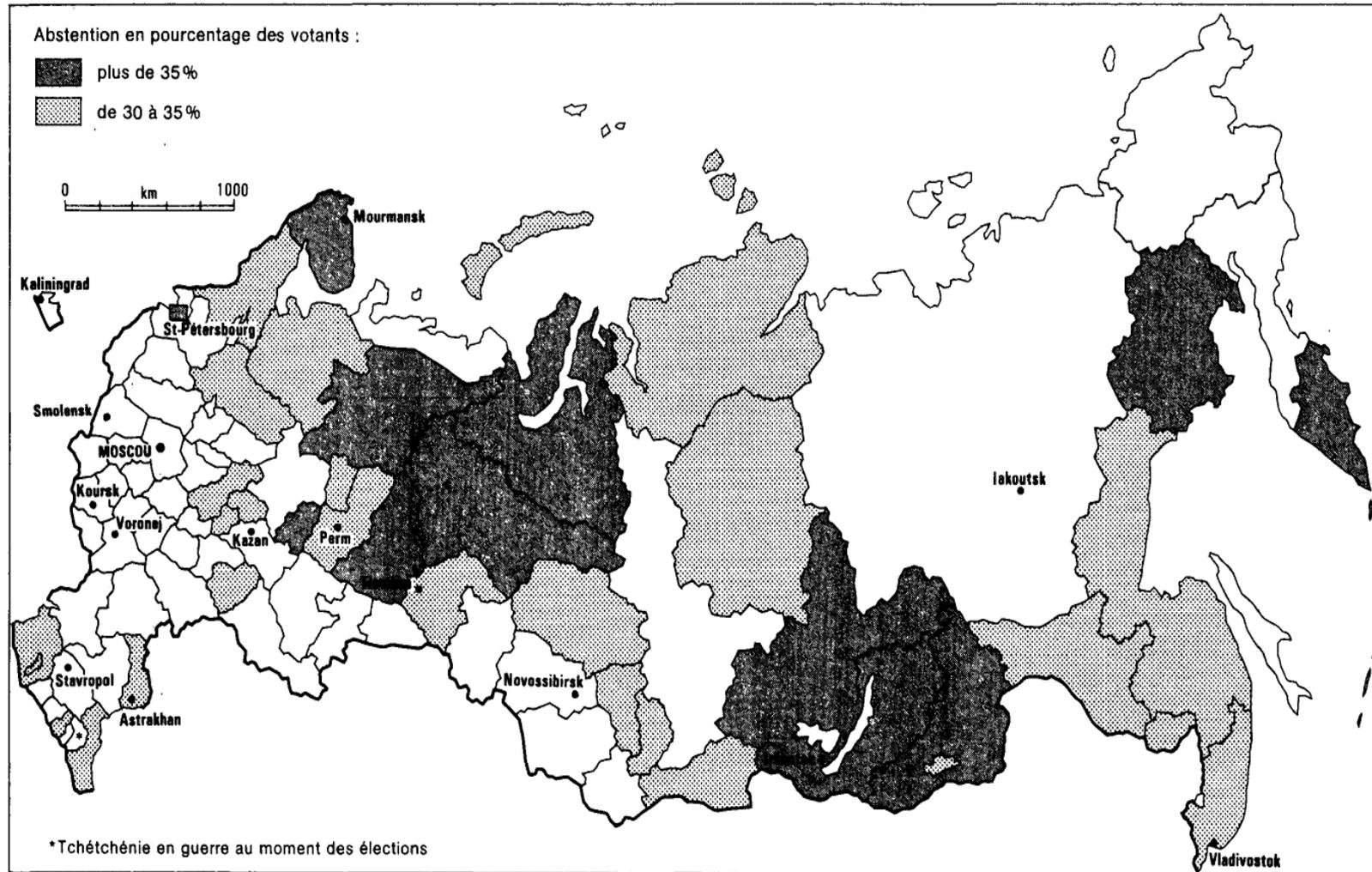
1. Cette analyse est présentée dans M. Mendras, «Eltsine et la fracture sociale», *Esprit*, août-septembre 1996, p. 21-31. Se référer aux études du VTsIOM (le Centre russe d'étude de l'opinion publique), notamment *Prezidentskie vybory 1996 goda i obchtchestvennoe mnenie* (Les élections présidentielles de 1996 et l'opinion publique), VTsIOM, 1996, p. 131 et 60-62.

Carte 1. Les sujets

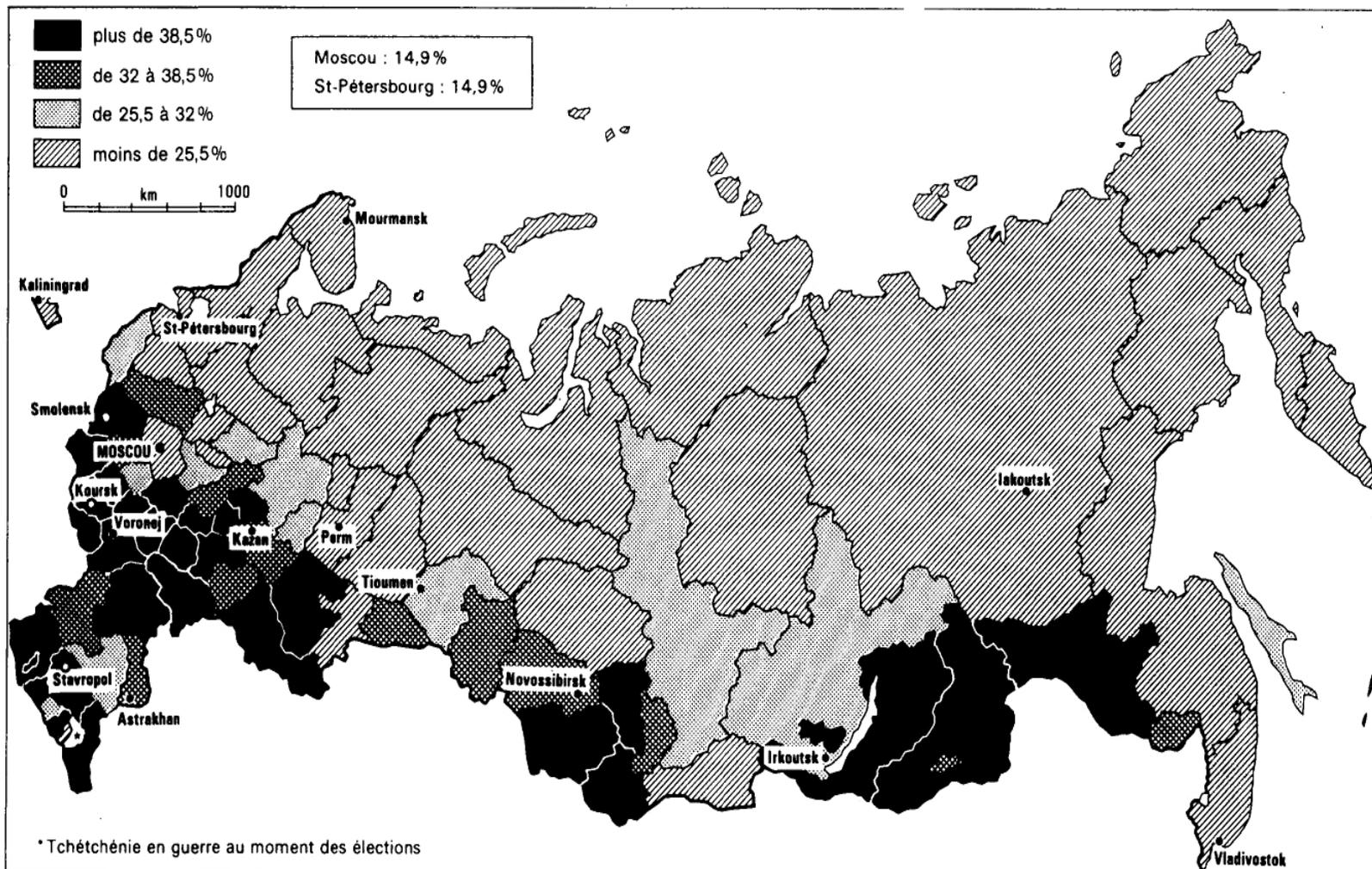




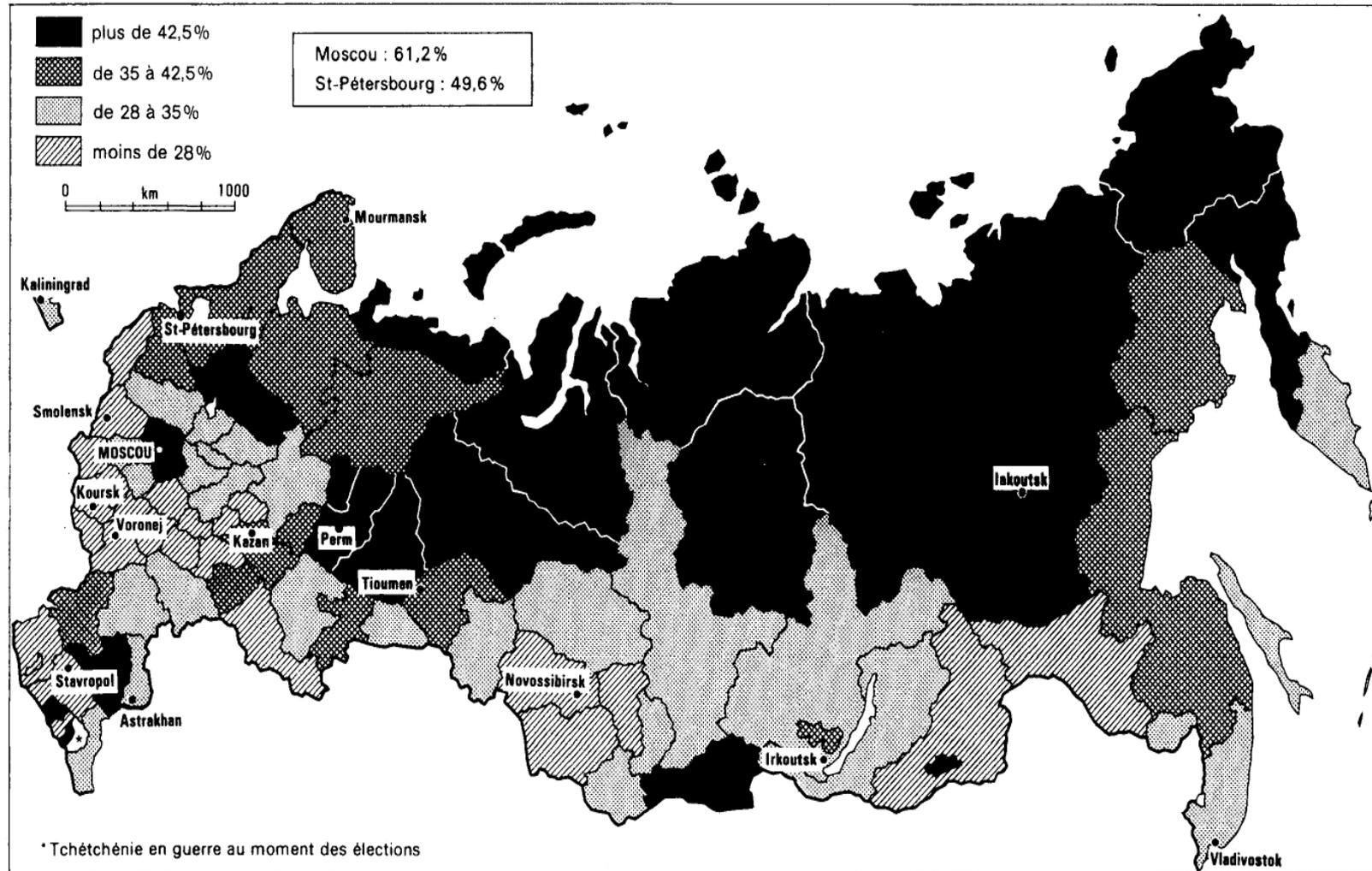
Carte 2. La Russie spectatrice
L'abstention au premier tour de l'élection présidentielle (16 juin 1996)



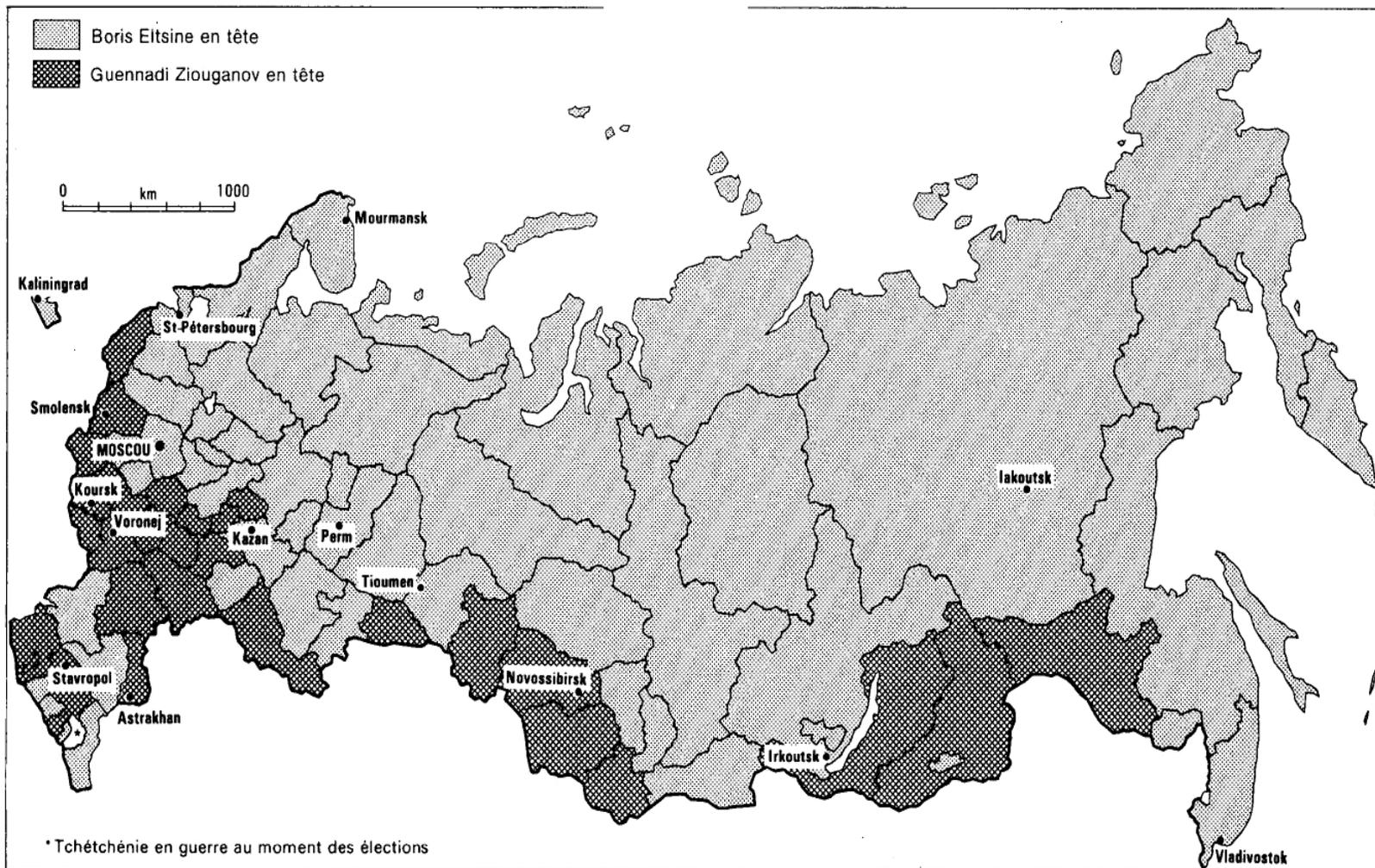
Carte 3. La Russie réfractaire
 Vote pour G. Ziouganov au premier tour de l'élection présidentielle (16 juin 1996)



Carte 4. La Russie légitimiste
Vote pour B. Eltsine au premier tour de l'élection présidentielle (16 juin 1996)



Carte 5. Le duel Eltsine-Ziouganov
Résultats du second tour de l'élection présidentielle (3 juillet 1996)



LA PREMIÈRE ÉLECTION DE 1991

Le 12 juin 1991, Boris Eltsine avait remporté haut la main la nouvelle présidence russe, dès le premier tour, avec 57 % des suffrages, au suffrage universel, libre et secret. Le contexte était exceptionnel. L'URSS connaissait de grandes ruptures et entrait dans la dernière phase qui allait aboutir à sa disparition en décembre 1991. Mikhaïl Gorbatchev présidait encore l'État soviétique et dirigeait le Parti communiste. Il était largement dépassé par les événements et ne contrôlait plus les évolutions politiques dans les différentes républiques. La Russie constituait l'une des quinze républiques qui composaient l'URSS. La Constitution en vigueur était celle de 1978, plusieurs fois révisée¹. L'élection à la présidence russe opposait le candidat « soviétique », Nikolai Ryjkov et le candidat gorbatchévien, Vadim Bakatine, au grand favori Boris Eltsine et à l'*outsider* Vladimir Jirinovski. B. Eltsine, président du Parlement de Russie depuis 1990, bénéficiait d'une popularité très grande. Il était l'homme qui avait osé tenir tête au parti et à son chef en 1987, la victime du régime communiste qui l'avait écarté, le héros de la lutte contre l'unanimisme, l'arbitraire et la bureaucratie. Il avait aussi l'image du Russe solide, déterminé, rassurant, luttant pour redonner à la Russie une véritable identité nationale. Il se présentait devant le peuple pour demander son soutien par le suffrage direct alors que Mikhaïl Gorbatchev avait refusé de se soumettre à la sanction des urnes en 1990². En imposant la légitimité démocratique du leader par le suffrage universel, Boris Eltsine affaiblit encore la position du président de l'URSS et la légitimité même de l'URSS comme État. Le putsch avorté d'août 1991 accéléra le cours des événements et annonça la fin d'une Union soviétique que plus personne au sommet ne souhaitait ou n'était capable de sauver.

Le scrutin de 1996 ne ressemble pas au précédent. Le contexte n'a plus le souffle exaltant de l'histoire qui se fait mais porte le poids du marasme social et du désenchantement politique. Plus de grand projet de société, plus de grande bataille d'idées, plus d'ennemi à abattre. B. Eltsine a déçu et sa popularité est au plus bas à la fin de l'année 1995. Le bombardement du Parlement en octobre 1993, causant des centaines de victimes, a retourné l'image du héros d'août 1991 qui avait défendu les libertés face aux putschistes. L'élection de la Douma d'État en décembre 1995 a révélé l'ampleur de la désaffection à l'égard du pouvoir en place.

1. La dernière Constitution de l'URSS date de 1977. Chaque république soviétique a ensuite adopté une nouvelle constitution républicaine. Celle de la RSFSR (République socialiste fédérative soviétique de Russie) date de 1978.

2. En 1990, Mikhaïl Gorbatchev avait reculé devant une élection au suffrage universel direct et préféré se faire élire président de l'URSS par les députés. Il avait obtenu du Parlement le vote d'une révision de la Constitution de 1977 qui introduisait l'élection au suffrage universel direct du Président. Immédiatement après ce vote, il lui demanda d'approuver un amendement qui faisait de la première élection une exception. Et il se fit aisément élire par les députés premier président de l'URSS. Cf. M. Mendras, « Lettre de Moscou. A la difficile conquête de l'État », *Pouvoirs*, 54, 1990, p. 169-180.

Les législatives sont vécues comme un test, un sondage grandeur nature des préférences de la population, six mois avant l'échéance cruciale de la présidentielle. Le test est catastrophique pour B. Eltsine et ceux qui le représentent à ces élections. Les forces d'opposition, communistes et nationalistes, remportent près de la moitié des suffrages. Grâce à la proportionnelle, leur représentation est largement majoritaire au Parlement. Avant de rappeler les résultats, il convient de préciser les conditions de ce vote, et en particulier la coexistence de deux modes de scrutin.

Les élections législatives du 17 décembre 1995 comportent quelques nouveautés par rapport à celles de 1993. Le Parlement élu en décembre 1993 n'avait, exceptionnellement, qu'un mandat de deux ans alors que la nouvelle Constitution prévoit un mandat de quatre ans. En décembre 1995 devaient donc être renouvelées les deux Chambres. La Chambre haute, le Conseil de la Fédération, n'est pas réélue. Cela a été le résultat d'une longue controverse politique et constitutionnelle sur le mode de « formation » du Conseil, où siègent deux représentants de chaque sujet de la Fédération. La Constitution ne précise pas si les membres de la Chambre Haute doivent être élus au suffrage universel direct¹. En décembre 1993, après la dissolution de toutes les assemblées et le limogeage de nombreux gouverneurs, l'option d'une élection avait été retenue comme la seule possible. En décembre 1995, il est décidé que siègeront de droit au Conseil, pour chaque république et région, le chef de l'exécutif et le chef du législatif. Un problème se pose d'ailleurs pour quelques républiques où le chef d'État est le chef de l'assemblée parlementaire. En effet, chaque sujet de la Fédération choisit son mode d'organisation des pouvoirs, inscrits dans une constitution pour les républiques, dans des statuts (*oustav*) pour les régions, les territoires, les districts autonomes et les deux villes à statut fédéral, Moscou et Saint-Pétersbourg.

Le mode de scrutin n'a pas été profondément modifié par la loi électorale de juin 1995². La moitié des députés (225) sont élus au scrutin de liste, l'autre moitié au scrutin uninominal à un tour, pour un total de 450 parlementaires. De vives discussions avaient agité législateurs, juristes, juges de la Cour constitutionnelle et hommes politiques pour changer ce partage égal entre les deux modes de scrutin. Le Kremlin voulait que les deux tiers des députés soient choisis au scrutin uninominal, et seulement un tiers au scrutin de liste mais il n'a pas réussi à imposer son projet.

Thomas Remington a consacré une étude à la loi électorale de juin 1995. Il montre de façon convaincante que l'équipe eltsinienne et les « réformistes » se trouvaient assez démunis pour faire des projections de vote à partir des législatives de 1993. Le scrutin de liste avait profité au Parti libéral-démocratique de Russie (LDPR) de V. Jirinovski. Cependant, le

1. L'article 96 de la Constitution de 1993 indique: «Le mode de formation du Conseil de la Fédération et le mode d'élection des députés de la Douma d'État sont fixés par des lois fédérales».

2. La loi fédérale «sur les élections des députés à la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie», adoptée le 15 juin 1995, a été publiée dans le quotidien officiel *Rossiiskaia gazeta*, 28 juin 1996, p. 3-7.

scrutin uninominal avait permis à des opposants bien implantés localement, notamment des membres du Parti agraire (proches des communistes), de gagner des sièges. Les communistes commençaient tout juste à se réorganiser fin 1993 et il apparaissait difficile d'anticiper la restructuration à venir dans ces rangs de l'opposition. Le vote de 1993 avait aussi montré que l'éclatement des réformistes et «légitimistes» en plusieurs camps et plusieurs listes leur avait fait perdre de nombreux sièges au scrutin uninominal. S'ils s'étaient regroupés derrière Egor Gaïdar, les résultats auraient été certainement meilleurs pour le pouvoir en place¹. Il était aussi de l'intérêt des petites fractions à la Douma de conserver un système avec une bonne dose de proportionnelle pour freiner la formation de grands partis dominants et la constitution d'un bloc majoritaire.

On peut estimer que le système actuel est équilibré et permet l'expression de préférences à la fois pour des candidats locaux et pour un mouvement politique à l'échelle nationale-fédérale. La barre des 5 % est maintenue : une liste qui rassemble moins de 5 % des suffrages exprimés n'obtient aucune représentation à la Douma. Cette règle, qui évite l'émiettement des forces au Parlement, a eu pour effet en Russie de presque doubler le pourcentage de sièges par rapport au pourcentage de suffrages obtenus pour les quatre formations politiques qui ont dépassé les 5 %. Le 17 décembre, 43 listes concouraient. Certaines étaient inconnues jusqu'alors et n'existaient que par leur tête de liste (par exemple, le « bloc de Stanislav Govoroukhine » ou la liste « Tikhonov-Tupolev-Tikhonov »), d'autres représentaient des amitiés ou des corporations (par exemple, les amateurs de bière)². Les bulletins étaient aussi grands qu'une double page de quotidien et pénibles à lire car de nombreuses informations y étaient données. L'électeur devait cocher une case en face de la liste de son choix. Il avait aussi comme possibilité de cocher une 44^e case, celle « contre tous les candidats ».

Seules les dix premières listes sont représentées sur le tableau qui suit. Les trente-trois autres listes ont obtenu moins de 3 %, et même pour la plupart moins de 1 % des suffrages. La participation était de 64 %³.

Au scrutin uninominal, le PC gagne 58 sièges, Iabloko 14, Notre Maison Russie 10 sièges et le LDPR seulement 1 siège. Le Parti agraire réussit à faire élire 20 députés qui se sont présentés en son nom. Les communistes et apparentés constituent près de la moitié des 450 députés de la nouvelle Douma. Ces législatives ont montré la force de l'opposition, la faiblesse des partis politiques autres que le PC, et le vide creusé par l'absence d'un parti du président. Toutes ces données annonçaient un combat très difficile pour Boris Eltsine le printemps suivant.

1. T.F. Remington, « Political Goals, Institutional Context and the Choice of an Electoral System: The Russian Parliamentary Election Law », *American Journal of Political Science*, 40 (4), novembre 1996.

2. La liste complète des 43 listes admises à concourir aux législatives de 1995 est donnée, avec commentaires, dans la publication de la Commission électorale centrale, *Vybory deputatov gosudarstvennoi Dumy 1995* (Élections des députés de la Douma d'État 1995), *op. cit.*, chap. 8 consacré aux blocs électoraux, p. 71-88.

3. Les résultats complets et définitifs des élections législatives ont été publiés par la Commission électorale centrale, *ibid.*, p. 89-198.

Le scrutin de liste aux élections législatives (17 décembre 1995)

<i>Parti ou liste électorale</i>	<i>Pourcentage de voix</i>	<i>Nombre de sièges (sur 225 élus au scrutin de liste)</i>
Parti communiste	22,3	99
Parti libéral-démocratique (LDPR de V. Jirinovski)	11,1	50
Notre Maison Russie (liste du Premier ministre)	10,1	45
Iabloko (groupe réformateur de G. Iavlinski)	6,8	31
Femmes de Russie	4,6	
Communistes pour l'URSS	4,5	
Congrès des communautés russes (liste soutenue par A. Lebed)	4,3	
Parti de l'autogestion des travailleurs (proche du PC)	3,9	
Choix démocratique de la Russie (liste réformatrice d'Egor Gaïdar)	3,8	
Parti agraire (proche du PC)	3,7	
Contre tous	2,7	

NB : Seules les listes ayant obtenu plus de 5 % obtiennent des sièges.

LA FAIBLESSE DES PARTIS POLITIQUES

Les mouvements et formations politiques en Russie sont nombreux et peu structurés. Seules quelques organisations méritent l'appellation de « parti politique ». Le plus développé est sans aucun doute le Parti communiste. Le PC possède une organisation centrale, des comités dans presque toutes les villes et régions du pays, il a des militants et une base sociale bien définie. Son électorat s'est consolidé depuis 1993 et il a obtenu 32 % au premier tour de la présidentielle, 40 % au second tour. La fraction communiste au Parlement fonctionne de plus en plus comme un groupe parlementaire avec une discipline de vote. La bipolarisation entre « pour » et « contre » le régime a incité Guennadi Ziouganov, secrétaire général du PC, à se porter candidat officiellement des « forces populaires-patriotiques », et non comme chef de file des communistes. Les deux rivaux présumés du deuxième tour devaient tout faire pour rassembler et agréger autour de leurs noyaux durs des millions de suffrages supplémentaires.

Le LDPR de V. Jirinovski existe à l'échelle nationale mais reste d'abord le parti d'un homme. Il manque de structures régionales, et de financement stable. V. Jirinovski a remporté une victoire inattendue en 1993 parce qu'il a su occuper un espace libre, entre les réformistes et les communistes. Il se présentait comme un leader nouveau, parlant vrai et fort, et dénonçant toutes les malversations du pouvoir, soviétique puis eltsinien. Quand l'opposition s'est organisée autour d'autres forces, notamment le PC, le LDPR n'a pas renforcé sa structure et ne s'est pas transformé en véritable machine politique. La seule personnalité de V. Jirinovski ne suffisait plus. En revanche, le LDPR est une fraction importante, et relativement unie, à la Douma.

Le mouvement « Iabloko » a montré qu'il avait trouvé sa niche dans le paysage politique, avec environ 7 % des voix. Cependant, il tient surtout à

son leader, Grigori Iavlinski, et n'est guère organisé. Il n'a pas de structures dans de nombreuses régions de Russie où il est presque inexistant électoralement. Le PC comme le LDPR ont une meilleure répartition de leurs votes sur l'ensemble de la Fédération.

Il est difficile de nommer d'autres véritables partis¹. Alexandre Lebed a lancé un nouveau mouvement, «Honneur et Patrie», qui a au moins réussi à faire élire un gouverneur portant cette étiquette, Iouri Evdokimov pour la région de Mourmansk, le 1^{er} décembre 1996. L'avenir de ce mouvement dépendra du destin de A. Lebed et de la date d'un prochain scrutin présidentiel. Le groupe réformateur «Choix démocratique de Russie» (anciennement «Choix de la Russie») est affaibli par des divisions internes depuis le départ d'Egor Gaïdar du gouvernement début 1994. C'est un regroupement de petites formations, la plupart sans rayonnement hors de Moscou et Saint-Pétersbourg. Nous avons vu qu'en l'absence d'un parti du président, aucun homme politique proche de Boris Eltsine n'avait pu ou voulu fonder un mouvement.

BIPOLARISATION DE L'ÉLECTORAT

La concurrence de 43 listes au scrutin du 17 décembre 1995 aurait pu faire croire à un extrême éclatement du paysage politique en Russie. La multiplication des petits groupes et mouvements, qui, souvent, se résument à une tête de file et quelques personnes, cache une forte polarisation des forces politiques et de l'électorat. Seules 7 formations obtiennent plus de 4 % des suffrages, et totalisent à elles seules les deux tiers des voix. Les 15 premières formations sur 43 rassemblent 85 % des suffrages exprimés ; les 28 listes restantes totalisent 12 % des suffrages et 2,7 % ont voté «contre tous les candidats»². Pour classer les partis et blocs dont les scores ne sont pas négligeables, certains experts ont choisi de retenir trois grandes catégories : les «réformistes», les «centristes» et «l'opposition»³. Cette classification avait été adoptée au lendemain des législatives de décembre 1993 et a joué quelques tours en 1995 aux électoralistes qui cherchaient le «centre» et ne le trouvaient pas. Depuis le référendum d'avril 1993, sur la confiance à B. Eltsine et la tenue d'élections, nous avons continué de travailler sur

1. La liste des partis officiellement enregistrés est longue. L'existence de ces formations est bien sûr un phénomène important même si la plupart de ces groupes sont marginaux dans le fonctionnement des institutions. Sur les partis, groupes et associations politiques, cf. Iou. K. Abramov, T. Iou. Golovina, *Polititicheskie partii i dvijeniia Rossii*, Moscou, Moskva Press Ltd. (Moskovskoe otdelenie rossiiskogo nauchnogo fonda), 1996 ; *Polititicheskii almanakh Rossii*, Moscou, Fondation Carnegie, 1995 ; T.F. Remington, S.S. Smith, «The Development of Parliamentary Parties in Russia», *Legislative Studies Quarterly*, 20 (4), novembre 1996, p. 457-489.

2. *Vybory deputatov gosudarstvennoi Dumy 1995. op. cit.*, p. 92.

3. Cf. les travaux, par ailleurs excellents, des politologues de la Fondation Carnegie à Moscou, en particulier N. Petrov, et M. McFaul, *Prezidentskie vybory v Rossii*, bulletins de la Fondation Carnegie, 10 numéros d'avril à juillet 1996. Cf. aussi M. McFaul, «Russia Between Elections: What the December 1995 Results Really Mean», Fondation Carnegie, 1996. Une classification équivalente est développée par R.S. Clem et P.R. Craumer, «The Geography of the Russian 1995 Parliamentary Election: Continuity, Change, and Correlates», *Post-Soviet Geography*, 36 (10), décembre 1995, p. 587-616.

l'hypothèse d'une bipolarisation de l'électeur russe: pour ou contre le régime eltsinien et les «réformes», c'est-à-dire les changements intervenus depuis 1991¹. Cette approche s'est révélée plus juste et plus productive que la division en trois groupes: pour, contre ou au milieu. De plus, l'accent que nous mettons sur l'abstention se révèle particulièrement important pour l'analyse de chaque scrutin, notamment la présidentielle à deux tours. Les élections de décembre 1993 avaient eu lieu à un moment de crise grave et de confusion dans l'organisation des acteurs politiques. L'extrémiste V. Jirinovski en avait largement profité pour remporter haut la main le scrutin de liste avec près de 23 % des suffrages, suivi par le bloc gouvernemental d'Egor Gaïdar, «Choix de la Russie», qui obtint 15,5 % des suffrages et par le Parti communiste renaissant – il se refonde en mars 1993 – qui fit un score de 12,4 %. Les mouvements classés comme «centristes» se divisaient en réalité entre pro-légitimistes et opposants. Par exemple, «Femmes de Russie» n'était pas «centriste» mais appartenait à la mouvance d'opposition autour des communistes.

Si l'on travaille sur l'hypothèse d'une bipolarité dès 1993, les résultats des élections de 1995 et 1996 montrent une grande continuité dans les préférences des électeurs et dans la division, politique, sociale, géographique, de la Russie. Les listes d'opposition, communistes et nationalistes confondus, augmentent légèrement leur score total alors que les listes légitimistes et réformistes perdent du terrain. Dans l'ensemble, le rapport des forces n'est pas radicalement transformé. En revanche, les électeurs ont pu varier de comportement à l'intérieur de chacune des deux grandes catégories (qu'il est préférable de ne pas résumer en «gauche» et «droite», même si la tentation est forte pour la simple commodité d'utiliser des formules rapides). Sur les 22,9 % du parti de V. Jirinovski en 1993, au moins une moitié a préféré soit s'abstenir, soit voter pour une autre liste d'opposition (PC, Congrès des communautés russes (A. Lebed) notamment). Les sondages du VTsIOM montrent que 85 % des électeurs Jirinovski ne «voyagent» pas du vote contre au vote pour². Ils sont profondément protestataires. Le score du Parti communiste a presque doublé entre 1993 et 1995 (de 12,4 % à 22,7 %). En ajoutant les suffrages des autres listes proches du PC, l'opposition communiste rassemble un tiers des suffrages exprimés. L'ensemble des oppositions, communistes et nationalistes, totalise plus de la moitié des voix³. Grâce à la proportionnelle et à la barre des 5 %, les députés d'opposition sont largement majoritaires à la nouvelle Douma qui se réunit en janvier 1996. Cependant, ils restent divisés en plusieurs groupes et fractions et ne feront que très rarement bloc contre le gouvernement et le président.

1. L'article s'intitulait «Les Trois Russie» car s'ajoute à la Russie «légitimiste» et à la Russie «réfractaire», qui se partagent les suffrages exprimés, une Russie «spectatrice» qui s'abstient. Cf. M. Mendras, «Les Trois Russie....», art. cité.

2. Sondage sur le report des voix entre les deux tours, communiqué à l'auteur au VTsIOM, Moscou, fin septembre 1996.

3. T.F. Remington, «The Balance of Forces in the Newly Elected Russian Parliament», *Post-Soviet Prospects* (CSIS, Washington D.C.), 4 (7), mai 1996.

Le vote strictement «légitimiste» est au plus bas en 1995. Le bloc électoral du Premier ministre, «Notre Maison Russie», obtient 10,1 % des suffrages; le bloc d'Ivan Rybkine, alors président de la Douma, dépasse à peine 1 %. Le parti réformateur «Iabloko» (6,8 % des suffrages), présidé par G. Iavlinski, a évolué dans le sens d'une plus grande critique à l'égard du pouvoir eltsinien mais reste un défenseur des réformes et un «opposant de l'opposition» communiste et nationaliste. Les électeurs du nouveau congrès des communautés russes, KRO (4,4 % des suffrages), autour d'Alexandre Lebed, sont un mélange d'opposition et de réformisme. Comme les électeurs de Iabloko, ils refusent de choisir entre les communistes et Eltsine. Ils voteront pour Alexandre Lebed au premier tour de la présidentielle. Ni Iabloko, ni le KRO ne peuvent être considérés comme «centristes». Ils sont proches du pôle «légitimiste-réformateur» et leurs électeurs préféreront en majorité reporter leurs voix sur Boris Eltsine au deuxième tour plutôt que de voir gagner le chef du PC.

La multiplicité des choix en 1995 a donné la possibilité aux électeurs d'exprimer leurs préférences même en soutenant une liste qui n'avait aucune chance de dépasser la barre fatidique des 5 %. Pour beaucoup, l'expression a prévalu sur le vote utile. Il est probable que l'éventail offert a encouragé une bonne participation, 64 % (contre seulement 54 % en 1993 mais le contexte était tendu, après l'attaque du Parlement en octobre). Quatre listes seulement ont obtenu plus de 5 % et gagné des sièges à la Douma (pour la moitié des sièges attribués à la proportionnelle). Cependant, la notion de vote utile était bien comprise et c'est en connaissance de cause que des millions d'électeurs ont misé sur des candidats marginaux.

La présidentielle à deux tours a permis d'affiner le comportement entre préférence personnelle et vote utile. Comme en France à chaque présidentielle, des candidats qui n'ont aucune chance d'être présents au second tour recueillent tout de même une part non négligeable des suffrages mais, dans le même temps, les favoris attirent plus que leur électorat fidèle au premier tour car une partie des électeurs anticipent sur le deuxième tour en termes «droite-gauche» pour la France, «Eltsine-communistes» en Russie.

Il y a un électorat légitimiste mais sans parti. Boris Eltsine a pourtant gagné sa réélection le 3 juillet 1996. Comment a-t-il réussi à renverser la tendance et à opérer une spectaculaire remontée entre février et mai 1996 ?

LA CONQUÊTE DE L'ÉLECTEUR PAR BORIS ELTSINE

La rapide remontée du président candidat dans les intentions de vote est sans équivoque à la lecture de deux sondages, choisis parmi des dizaines d'enquêtes équivalentes. Le Centre russe d'étude de l'opinion publique (VTsIOM) est l'un des instituts de sondages les plus sérieux et dont les pronostics se sont révélés très proches des résultats en juin et juillet 1996. L'échantillon est habituellement de 1600 personnes à travers toute la Russie.

D'autres enquêtes montrent que Boris Eltsine est perçu comme le premier présidentiable, celui dont les chances sont les plus grandes, même auprès de ceux qui ne voteront pas pour lui. En revanche, les sympathisants

L'élection présidentielle de 1996 en Russie

de G. Ziouganov sont sceptiques sur ses chances de réussite (42 % seulement pensent que leur favori peut être élu)¹.

Sondage du VTsIOM : les intentions de vote de janvier à juin 1996*

Question : Pour quel candidat voteriez-vous si l'élection avait lieu dimanche prochain ?
(en % des personnes interrogées qui déclarent vouloir participer à l'élection)

	janvier	février	mars	avril	mai	juin
Boris Eltsine	8	11	15	18	28	36
Guennadi Ziouganov	20	24	25	26	27	24
Alexandre Lebed	10	8	8	10	6	10
Grigori Iavlinski	13	9	11	10	9	8
Vladimir Jirinovski	10	12	9	8	7	6

* Publié dans le quotidien *Sevodnia*, 13 juillet 1996 et reproduit dans *Prezidentskie Vybory 1996 goda...*, op. cit., p. 64.

NB. Ne sont reproduites ici que les données pour les cinq candidats les mieux placés.

La proportion de Russes qui ne voudraient pas voir G. Ziouganov président augmente alors qu'elle diminue pour B. Eltsine :

Sondage du VTsIOM : l'opinion contre les candidats*

Question : Qui ne voudriez-vous surtout pas voir devenir président ?

	janvier	février	mars
Boris Eltsine	43	40	39
Guennadi Ziouganov	14	21	26
Vladimir Jirinovski	49	49	59
Grigori Iavlinski	6	4	6

* *Prezidentskie vybory 1996 goda...*, op. cit., p. 115.

Il est intéressant de noter que deux candidats dont les chances sont faibles de l'emporter, V. Jirinovski et G. Iavlinski, suscitent des réactions totalement différentes. Le nationaliste extrémiste, qui pourtant n'a obtenu que 11 % au scrutin de liste en 1995, inquiète près des deux tiers de la population. L'économiste réformateur n'est pas du tout rejeté, peut-être parce que très peu de Russes l'imaginent devenant un jour président.

L'avantage du président sortant, qui a été aux affaires pendant près de cinq ans, est évident. L'effet des apparitions télévisées de Boris Eltsine a été d'autant plus grand qu'il semblait ressusciter après des mois de maladie. Le public ne croyait plus en cet homme diminué depuis son attaque cardiaque et sa longue hospitalisation de l'automne 1995. La nouvelle énergie du président entre mars et mai a exercé une forme de fascination. Sa cote dans l'opinion a grimpé de semaine en semaine, ralliant des indécis, des déçus des réformes et des électeurs modérés ou réformistes. La remontée de Boris Eltsine dans les sondages et sa victoire le 3 juillet s'expliquent aussi par l'absence de candidats crédibles et forts dans le camp centriste-réformateur

1. Lev Goudkov, « Polititcheskie nastroyeniia i ojidaniia pered vyborami » (Humeurs et attentes politiques avant les élections), *Sevodnia*, 13 juin 1996.

où seul l'économiste Grigori Iavlinski faisait concurrence au président. G. Iavlinski n'a pas tout à fait atteint les 7 % obtenus aux législatives de 1995 et de 1993 (scrutin de liste). Sur les dix candidats en lice le 16 juin, cinq étaient marginaux et ont totalisé, à eux cinq, seulement 2 % des suffrages. Parmi les cinq autres, B. Eltsine, G. Ziouganov, V. Jirinovski, G. Iavlinski, A. Lebed, aucun, à part le président, n'avait occupé de fonctions de gouvernement. La très forte campagne de Boris Eltsine, et ses nombreux cadeaux électoraux, ont largement contribué à son succès.

UNE CAMPAGNE INÉQUITABLE

La conduite de la campagne pour la présidentielle au printemps 1996 a été particulièrement inéquitable, nettement plus que la bataille pour les législatives à l'automne 1995. Le renouvellement de la Douma n'était pas considéré comme un enjeu majeur. Dans certaines villes, rien ne laissait deviner qu'une élection se préparait. A Iaroslavl, quelques jours avant le 17 décembre, affiches et grands meetings étaient absents¹. Même à Moscou, aucune agitation préélectorale ne se ressentait. Les interventions et clips télévisés étaient mornes. Vladimir Jirinovski, qui avait fait une campagne tonitruante et réussie deux ans plus tôt, couronnée par près de 23 % des suffrages au scrutin de liste, n'a pas vraiment animé l'atmosphère. Boris Eltsine n'apparaissait presque pas en public en décembre 1995 et le Premier ministre Viktor Tchernomyrdine, chef de file du bloc gouvernemental, laissait d'autres mener la campagne.

L'enjeu du poste de chef d'État était tout autre et Boris Eltsine, très impopulaire fin 1995, a utilisé tous les moyens médiatiques pour tenter d'assurer sa réélection l'été suivant. Le Kremlin n'a respecté aucune des règles. Premièrement, les deniers publics ont payé la campagne de Boris Eltsine. Les comptes publiés par la Commission électorale centrale ne répertorient que les dons privés, plus importants pour d'autres candidats que B. Eltsine. Si l'on prend en compte les frais de campagne très élevés pris sur les ressources publiques et le coût des nombreux cadeaux électoraux offerts par B. Eltsine aux populations qu'il jugeait urgent de séduire (certaines villes, certaines régions, certaines corporations professionnelles), les dépenses de campagne sont complètement disproportionnées. Dans les semaines qui ont suivi le deuxième tour, les responsables du gouvernement et de la Banque centrale déclaraient sans détour qu'il n'y avait plus un sou dans les caisses de l'État. Boris Eltsine a certainement gagné des voix en ordonnant le versement d'impayés de salaires et de retraites à des millions de citoyens dans les semaines qui ont précédé le premier tour, et de nouveau entre les deux tours. La majeure partie de la population de Russie vit dans des conditions difficiles et précaires, sans sécurité pour l'avenir. Un paiement quelques jours avant le vote peut alors entraîner l'adhésion, au moins le jour du scrutin. L'un des enseignements de ce scrutin est qu'une loi sur le financement des partis et des campagnes électorales s'impose absolument. Même la Commission électorale centrale, dont le président

1. Voyage à Iaroslavl, 12-14 décembre 1995.

N. Riabov, ne cachait pas sa préférence pour B. Eltsine, a reconnu cette grande carence¹.

Le pouvoir eltsinien a obtenu le soutien presque inconditionnel de tous les grands médias. Les chaînes de télévision, même la chaîne indépendante NTV, et les radios chantaient les louanges du président, parlaient peu des rivaux sauf pour en brosser des tableaux négatifs. Les temps de parole légaux n'ont pas été respectés. Guennadi Ziouganov a d'ailleurs porté plainte car la télévision avait coupé l'un de ses « clips » électoraux entre les deux tours. La presse écrite a montré une servilité sans précédent à l'égard de l'équipe en place. Même des journaux d'ordinaire assez critiques, comme la *Nezavisimaia Gazeta* et *Sevodnia* n'ont pas hésité à déformer l'information et même à cacher la vérité sur l'état de santé de Boris Eltsine après le premier tour. En effet, ce dernier a subi un nouvel accident cardiaque quelques jours après le 16 juin et a disparu de la scène publique, et des écrans. Des montages étaient réalisés à la télévision pour le montrer actif en utilisant d'anciens films. Pour les rédacteurs en chef des journaux et les directeurs de chaîne de télévision, la fin justifiait les moyens : il ne fallait pas que G. Ziouganov gagne².

La publication des sondages d'opinion a aussi provoqué des controverses. Les différents instituts, indépendants et gouvernementaux, donnaient des estimations très variées dans les semaines qui précédaient le premier tour. La télévision aurait privilégié la diffusion de données favorables au président, ce qui aurait accru l'effet d'entraînement de la montée en popularité du candidat sortant. Les enquêtes d'opinion avaient gagné en crédibilité en décembre 1995 car les dernières estimations, à l'exception de quelques sondeurs, n'avaient pas été contredites par les résultats des législatives³. La performance des principaux instituts de sondages a été encore meilleure en juin-juillet 1996⁴.

Les affiches pour Boris Eltsine étaient plus nombreuses et mieux placées que les autres, sauf dans des villes où les communistes étaient bien représentés dans l'administration locale. Les autres candidats étaient relativement peu présents, à l'exception de Vladimir Jirinovski, dont les affiches et tracts ont été remarqués à Moscou et dans les provinces. Le Parti communiste a misé sur une campagne de proximité. Bien organisé dans la plupart des villes et cantons de la Fédération, il a demandé à ses militants de faire du porte à porte et de « l'agitation » (*agitatsia*) au marché et dans des réunions politiques sur les lieux de travail. Il semble que cette tactique ait permis à G. Ziouganov de consolider l'électorat communiste et procommuniste de décembre 1995 mais non de l'élargir. L'élection présidentielle, très médiatisée, a montré aux communistes, et à l'opposition en général, qu'il fallait se battre contre le pouvoir avec les mêmes moyens, et en priorité

1. *Vybory Prezidenta Rossiiskoi Federatsii*, op. cit., p. 306.

2. Cf. L. Belin, « Private Media Come Full Circle », *Transition*, 2 (21), 18 octobre 1996, p. 62-65.

3. Cf. E.G. Andriouchchenko, A.V. Dmitriev, J.T. Tochtchenko, « Oprosy i vybory 1995 goda » (Enquêtes et élections de l'année 1995), *Sotsiologiticheskie issledovaniia*, 6, 1996, p. 3-18.

4. Cf. l'analyse comparée publiée dans *Vybory Prezidenta Rossiiskoi Federatsii*, op. cit., p. 282-292.

avec les médias. A une prochaine élection, il est probable que les partis et candidats d'opposition lutteront plus durement pour un meilleur accès aux médias. Il faut pouvoir convaincre au-delà de son pré carré.

L'impact de la campagne du président sortant a été d'autant plus efficace qu'elle se servait du retour des communistes comme épouvantail pour éloigner du candidat G. Ziouganov tous les indécis et déçus du eltsinisme. La percée du PC aux législatives de 1995 avait créé l'illusion d'une majorité de sympathisants communistes au sein de la société. Les conseillers de B. Eltsine ont su admirablement utiliser cette illusion pour bâtir un discours politique de « stabilité » et de ralentissement des réformes visant à rassurer une population désireuse avant tout de sécurité et hostile à tout chambardement.

LE MIROIR DÉFORMANT DES LÉGISLATIVES DE DÉCEMBRE 1995

Le Parti communiste et les organisations proches ont incontestablement occupé la première place aux législatives de décembre 1995. Cependant, la proportionnelle et la barre des 5 % ont doublé le score communiste en nombre de sièges par rapport aux suffrages. La Douma d'État est ainsi majoritairement d'opposition, communistes, agrariens et nationalistes, alors que la Russie n'a pas majoritairement voté pour ces mouvements d'opposition. La défaite du bloc « légitimiste », « Notre Maison Russie », a été telle que le tableau est apparu très noir pour le pouvoir en place. On a parlé de « raz-de-marée communiste » et de « déconfiture eltsinienne ». La réalité était plutôt une consolidation du vote réfractaire, un renforcement de l'électorat du PC (notamment aux dépens du LDPR de V. Jirinovski), et la confirmation que l'absence d'un parti eltsinien provoquait une sous-représentation du vote légitimiste lors d'un scrutin législatif.

L'exagération de la « menace communiste » a joué de deux façons. Elle a d'une part marqué les esprits et accentué la bipolarisation autour du dilemme pour ou contre l'alternative communiste. Elle a, d'autre part, fourni à l'équipe eltsinienne l'instrument idéal de dynamisation de la lutte politique. Elle a provoqué le sursaut nécessaire au lancement d'une véritable campagne électorale de Boris Eltsine.

Le sociologue Iouri Levada note fort justement que toute la campagne du printemps 1996 s'est organisée autour de l'exacerbation de la dichotomie entre régime en place et ancien régime. C'était une lutte entre le passé proche et le présent. L'avenir n'intervenait presque pas dans le débat politique, chacun se gardant bien de « faire de l'idéologie » ou de proposer de nouvelles utopies. Le rapprochement des deux discours, communiste et eltsinien, au fil des semaines, était frappant. Les mots clés étaient les mêmes, stabilisation, sécurité, politique sociale, fierté nationale, seule l'interprétation différait. Les candidats ont tous évité de donner des précisions sur ce qu'ils projetaient de faire concrètement en cas de victoire.

Pour Iouri Levada, le duel final du 3 juillet, et, déjà en anticipation, la course du 16 juin, se résumaient à une lutte entre le « parti du pouvoir ancien » et le « parti du pouvoir actuel »¹. Il emploie ici le terme de « parti »

1. Iou. Levada, « Struktura rossiiskogo elektoral'nogo prostranstva » (La structure de l'espace électoral russe), *Monitoring obchtchestvennogo mneniia*, 3, mai-juin 1993, p. 9.

au sens de «camp», de famille politique, et non au sens strict des organisations. Il rappelle que l'une des difficultés à projeter les résultats des législatives sur la présidentielle à venir était précisément l'absence d'un parti eltsinien.

La dichotomisation de l'enjeu a simplifié le champ politique et réduit la bataille à un choix entre deux options également plates et vides de projet. Aucune position «centriste» ne pouvait trouver sa place dans cet espace en blanc et noir et où, de plus, la personnalité des candidats jouait un grand rôle. Boris Eltsine a su remobiliser la confiance de millions de sceptiques pendant la campagne en se présentant comme le rempart contre l'imprévu et les changements qu'apporterait nécessairement un nouveau chef d'État¹.

Le poids de l'électorat communiste était donc déterminant sans être potentiellement une force majoritaire. La menace a cependant paru bien réelle en décembre 1996 et janvier 1997 quand la cote de popularité de Boris Eltsine était au plus bas (entre 5 et 8 % d'opinions favorables) et que personne n'imaginait une remontée aussi spectaculaire des intentions de vote dans les mois suivants. Si B. Eltsine laissait un vide béant, seuls les communistes avaient les moyens de l'occuper. Les résultats du premier tour ont montré que le PC avait presque atteint le plafond de ses sympathisants aux législatives de décembre 1995 et qu'il ne disposait pas, ou n'avait pas su se constituer, une réserve de suffrages dans d'autres franges de la société.

Par rapport à la surinterprétation du potentiel communiste fin 1996, les 32 % de G. Ziouganov au premier tour de la présidentielle ont paru faible. De nouveau ici, un effet d'optique a déformé la réalité. En vérité, le score du candidat communiste, qui n'a jamais occupé de poste politique important, qui était encore inconnu il y a seulement deux ou trois ans, et qui n'a pas pu mener une bonne campagne médiatique, est tout de même une réussite. Rappelons aussi que le Parti communiste n'a été refondé qu'en mars 1993. Avec 30 millions de voix, soit 40 % des suffrages exprimés, c'est le meilleur score communiste depuis la fin de l'URSS. D'une part, les voix des autres formations procommunistes aux législatives de 1995 se sont bien rassemblées sur G. Ziouganov dès le premier tour. D'autre part, une partie des électeurs de V. Jirinovski, A. Lebed, G. Iavlinski ont voté communiste au second tour. Ainsi, même si G. Ziouganov n'a pas pu conquérir de nouvelles sections de l'électorat, il a grignoté sur les marges, notamment chez les électeurs fluctuants, qui votent Lebed en 1996 comme ils ont pu voter Jirinovski ou Iavlinski en 1995. Le Parti communiste ne s'attend probablement pas à un avenir radieux car sa base vieillit et sera difficilement renouvelée. En effet, les très jeunes (moins de 25 ans) se sont ralliés, très tard, à la candidature de Boris Eltsine et les 25-39 ans ont voté près de deux fois plus pour B. Eltsine que pour G. Ziouganov le 3 juillet².

1. Iou. Levada, «Fakторы i fantomy obchtchestvennogo doveriia (postelectoral'nye razmychleniia)» (Les facteurs et les fantômes de la confiance sociale – réflexions post-électorales), *Monitoring obchtchestvennogo mneniia*, 5 (25), septembre 1996, p. 7-12.

2. *Prezidentskie vybory 1996 goda...*, op. cit., p. 61 et 131.

L'enjeu principal était le report des voix de Lebed. On dit aujourd'hui que l'équipe de campagne de B. Eltsine, et, en particulier, Anatoli Tchoubais (promu chef de l'administration présidentielle en juillet 1996), auraient délibérément aidé A. Lebed à faire campagne et à attirer le maximum de suffrages dans toutes les catégories, les indécis, les protestataires comme les réformistes. Le politologue Nikolaï Petrov pense que l'idée était bien de constituer une «réserve de voix» pour B. Eltsine dans le duel contre G. Ziouganov¹. Les événements semblent confirmer cette thèse. Deux jours après le premier tour, le président sortant offre au général Lebed le poste de secrétaire du Conseil de sécurité, conseiller auprès du président.

Selon les estimations des sondeurs, les voix de Lebed se seraient reportées pour près de moitié sur B. Eltsine au deuxième tour. Les électeurs de G. Iavlinski ont massivement préféré B. Eltsine à G. Ziouganov, ceux de V. Jirinovski ont préféré se reporter sur G. Ziouganov. Les uns comme les autres ont aussi renforcé le pourcentage des «contre tous», qui grimpe de 1,5 % à 4,8 % au second tour.

Sondage du VTsIOM: le report des voix au second tour (18-20 juin 1996)*

A voté au premier tour pour :	A l'intention de voter au second tour pour :				
	Eltsine	Ziouganov	contre les deux	ne sait pas	ne votera pas
Alexandre Lebed	39	14	6	39	2
Grigori Iavlinski	51	6	7	32	4
Vladimir Jirinovski	14	25	21	38	2
n'a pas voté	26	10	2	36	26

* *Prezidentskie vybory 1996 goda...*, op. cit., p. 130.

Pour Boris Eltsine, le taux de participation au second tour était une préoccupation majeure. En effet, la Russie légitimiste recouvre en partie la Russie spectatrice, alors que la Russie réfractaire vote plus volontiers. Il fallait donc que la participation soit la plus élevée possible pour assurer les meilleures chances au président sortant.

A une prochaine présidentielle, à laquelle le président réélu ne prétendra pas, l'efficacité des machines politiques de chaque candidat jouera un rôle décisif, notamment pour la préparation des alliances d'entre-deux-tours. L'appui des administrations centrales et d'une partie des administrations provinciales ne suffira pas pour conduire la campagne du futur candidat «légitimiste». Ainsi, les élections favorisent le développement des partis et la structuration des forces en présence². Elles obligent aussi les prétendants

1. N. Petrov, «Predvaritel'nye resul'taty» (Résultats préliminaires), *Prezidentskie vybory v Rossii*, Moscou, Fondation Carnegie, bulletin 9, juin 1996, p. 3.

2. Sur le développement du multipartisme en Russie, cf. l'article de V.V. Lapaeva, «Stanovlenie rossiiskoi mnogopartiinosti» (La mise en place du multipartisme en Russie), *Sotsiologitcheskie issledovaniia*, 8, 1996, p. 34-47.

aux fonctions de direction de l'État et de représentation de la nation à s'intéresser à toutes les provinces de la Fédération.

LE CHOIX DU MOINDRE MAL: MODÉRATION ET CONTINUITÉ

Le président sortant a finalement rassemblé autour de son nom la majeure partie de la société citoyenne et participante. Une des raisons de son succès est qu'il a su conquérir, au moins le jour de l'élection, des millions de voix supplémentaires chez les déçus du eltsinisme (mais qui, au dernier moment, préfèrent encore conserver le président en place) et chez les «spectateurs», ceux qui hésitent à voter. En d'autres termes, il est le grand gagnant de la polarisation, une polarisation moins idéologique que politique et sociale. Boris Eltsine n'est pas la droite, le PC n'est pas la gauche. La polarisation se fait autour de la fracture sociale présentée plus haut. La Russie se divise entre ceux «qui s'en sortent» ou espèrent s'en sortir à l'avenir, et ceux «qui ne s'en sortent pas» et ne pensent pas pouvoir s'en sortir dans un futur proche. Les laissés-pour-compte et les perdants des changements depuis 1991 ne forment pas une majorité mais une très importante minorité (40 % pour G. Ziouganov au second tour).

B. Eltsine ne représente pas la réforme mais une position de changement modéré pour sortir du système soviétique des années 1980. G. Ziouganov ne représente pas la réaction ou la révolution communiste mais une position conservatrice de sauvegarde des acquis et refus de l'inconnu. En dépit de la guerre en Tchétchénie, très impopulaire et dont la population le tient responsable, Boris Eltsine s'est imposé, faute d'alternative, comme le seul pôle modéré. Paradoxalement, la timidité du discours politique du président l'a aidé à rassembler les voix de ceux qui privilégient avant tout une forme de continuité et le refus de grands projets. Pour beaucoup, voter Eltsine au second tour était le choix obligé pour repousser la solution communiste dont personne ne savait ce qu'elle apporterait de bon. En mai 1996, 50 % des électeurs potentiels de Boris Eltsine déclarent préférer le système de démocratie occidentale alors que 77 % de ceux qui ont l'intention de voter pour G. Ziouganov préfèrent le système politique soviétique, et 85 % souhaitent une économie d'État planifiée. Les seconds jugent leur situation matérielle intenable à plus de 50 %, alors que les premiers disent majoritairement que la situation est supportable¹. La politique étrangère et les thèmes impérialistes de reconquête ont été secondaires dans le choix des électeurs. Les enquêtes ont révélé que ces questions avaient peu d'impact même sur les sympathisants de Vladimir Jirinovski, qui sont d'abord attirés par sa personnalité protestataire et son populisme².

Les 40 millions de citoyens de la Russie qui ont donné leur suffrage à Boris Eltsine le 3 juillet 1996 ne sont pas, pour la plupart, des eltsiniens de cœur mais des eltsiniens d'un jour. Le meilleur révélateur du manque d'enthousiasme et de confiance de ceux qui ont voté Eltsine faute de mieux

1. *Prezidentskie vybory 1996 goda...*, op. cit., p. 48 et 133.

2. Cf. l'analyse des sociologues I. Kliamkine et V. Lapkine, «*Russkii vopros v Rossii. 1*» (La question russe en Russie. 1), *Polititchestkie issledovania*, 5, 1995, p. 78-96.

est la forte chute de popularité du président quelques semaines après sa réélection¹.

L'ÉLECTION LIBRE OU LA LÉGITIMITÉ OBLIGÉE

La réélection de Boris Eltsine le 3 juillet 1996 a démontré, a contrario, que la reconduction du mandat suprême n'était pas une évidence. Le président sortant a été tenté de reporter le scrutin parce qu'il avait peur de le perdre. De décembre 1995 à juillet 1996, l'alternance s'était bien imposée comme un principe clé du suffrage libre et de la démocratie représentative. La grande nouvelle de l'élection présidentielle de 1996 n'est pas tant que B. Eltsine ait gagné mais qu'il ait pu être défait et obligé de s'incliner.

Le suffrage universel porte avec lui imprévisibilité et alternance possible. Il rend précaire la position des hommes au pouvoir et oblige à une constante bataille de légitimité auprès des gouvernés. En Russie, l'existence de légitimités nouvelles, diverses et concurrentes, est cruciale. Par-delà les crises, elle sauve la Russie des tentations autoritaires et centralisatrices. Les détenteurs du pouvoir exécutif à Moscou doivent cohabiter non seulement avec les parlementaires de la Fédération mais aussi les élus des provinces. Fin 1996, la presque totalité des chefs des administrations provinciales, gouverneurs des régions et territoires, présidents des républiques, chefs des districts autonomes, ont la légitimité du suffrage universel direct. De nombreux maires de grandes villes sont également élus. Quand Eltsine et certains de ses conseillers ont été tentés par un report de l'élection présidentielle, l'un des arguments qui a joué contre ce report était précisément l'élection des gouverneurs prévue pour l'automne suivant. Comment un président de Fédération pourrait-il se soustraire à la sanction des urnes et, dans le même temps, exercer son autorité sur les chefs élus des provinces ? L'administration présidentielle exprime ouvertement sa frustration devant la perte de contrôle politique direct sur les gouverneurs de région et présidents de république. Jusqu'à l'été 1996, Boris Eltsine signait sans état d'âme des décrets de mise à pied des gouverneurs récalcitrants, ou dont les circonscriptions «votaient mal» (contre le régime). Le limogeage par oukaze du Kremlin n'est plus possible car il bafouerait l'expression de la volonté populaire. Certains ne cachent par leur agacement. En novembre 1996, alors que les élections des gouverneurs battaient leur plein, le chef adjoint de l'administration présidentielle, Alexandre Kazakov, critiquait ouvertement ces élections qui, selon lui, compliquent les relations entre le centre et les régions. Il regrettait que «les gouverneurs ne soient plus contrôlés par le président, le gouvernement, les assemblées locales ou qui que ce soit» et ajoutait : «J'essaie de trouver un seul élément positif dans cette idée d'élections mais je n'y arrive pas»².

1. Cf. les différents critères de satisfaction et insatisfaction à l'égard du président et de ses politiques dans les sondages du VTsIOM, *Monitoring obchtchestvennogo mneniia*, 5 (25) et 6 (26), 1996, en particulier les courbes p. 3-6 de chaque numéro.

2. *OMRI Russian Regional Report*, 1 (11), 6 novembre 1996, p. 3.

L'importance de l'élection libre en Russie est, d'abord et avant tout, l'expression de préférences politiques et la réaffirmation à chaque scrutin du principe de légitimité des dirigeants de la nation, à l'échelon fédéral comme à l'échelon des «sujets» (régions, territoires et républiques) de la Fédération. L'élection est à la fois une formidable manifestation d'opinion et une décision issue de la souveraineté populaire. Le comportement des électeurs peut être infléchi par des procédés peu démocratiques, comme une propagande inéquitable ou des pressions financières, mais il n'est pas dicté d'en haut et porte donc avec lui l'imprévisibilité du dénouement. C'est en cela que le vote libre est perturbateur pour les dirigeants en place qui font le difficile apprentissage d'une carrière politique non écrite à l'avance.

Dans la Fédération de Russie, très diversifiée en territoires, nationalités, potentiel économique, ressources financières, l'élection a aussi le pouvoir d'exposer au grand jour les lignes de partage politiques, économiques et sociales qui divisent le pays. Il n'est pas rare d'entendre des hommes politiques et des intellectuels russes se plaindre de «la démocratie qui divise». Une longue histoire d'autocratie, d'autoritarisme et d'unanimisme laisse un lourd héritage dans les mentalités et les pratiques quotidiennes. L'expression des différences et des particularismes est présentée par beaucoup à Moscou comme dangereuse pour l'intégrité et l'homogénéité de la Russie. Le principe fédéral ne doit pas se traduire en une plus grande autonomie des territoires mais être compris comme une simple répartition des compétences entre la même «verticale» du pouvoir administratif. Les articles sur ce thème abondent, et des contrepoints heureusement aussi¹. Certains ont même été plus loin, en justifiant une dérive vers l'arbitraire du Kremlin par la nécessité de combattre le danger d'éclatement de la Russie: devant une menace contre l'État, des moyens extraordinaires s'imposent. Ainsi s'est faite la guerre en Tchétchénie, en violation de la Constitution russe et de tous les principes de droit et de respect des personnes.

De nouveau, avec la cessation des hostilités en Tchétchénie en août 1996, une crise majeure s'est dénouée, indirectement, par le vote des citoyens. En effet, l'échéance de la présidentielle de juin-juillet 1996 a mis le pouvoir eltsinien au pied du mur. La guerre étant très impopulaire, il fallait négocier, ou faire comme si on négociait, avec les Tchétchènes. Et ceux-ci ont avancé leurs pions. Une fois réélu, B. Eltsine a cru pouvoir relancer une offensive «finale» et gagner. Les Tchétchènes s'y sont préparés et leur riposte a forcé les troupes russes au retrait. L'homme qui réussit à imposer un véritable cessez-le-feu et le départ des forces russes, Alexandre Lebed, a pu agir grâce aux 14,5 % de suffrages qu'il avait obtenus au premier tour de l'élection présidentielle le 16 juin. Fort de l'autorité et de la popularité que lui conféraient ces 10 millions de suffrages, il a utilisé sa position de troisième, derrière B. Eltsine et G. Ziouganov, pour négocier le report des voix et un poste de responsabilité au Kremlin. Il n'a jamais été aussi populaire que fin août 1996, après ses voyages en «héros» chez les combattants tchétchènes. Dès qu'il est devenu trop gênant, il a été limogé par B. Eltsine en octobre. Les sondages ont montré que l'opinion lui

1. Cf. en particulier la série d'articles dans la revue russe *Politicheskie issledovaniia* (Études politiques) tout au long de l'année 1995.

conservait sa confiance et s'indignait de sa mise à pied brutale¹. Il était devenu l'homme le plus populaire et le plus «légitime» du régime puisque Boris Eltsine avait quitté la scène publique pour cause de maladie et que les autres dirigeants ne s'étaient pas présentés devant les urnes en leur nom propre. Ni le Premier ministre Tchernomyrdine, ni le chef de l'administration présidentielle Anatoli Tchoubaïs ne peuvent revendiquer la légitimité issue directement de la nation. (V. Tchernomyrdine a obtenu un siège à la Douma d'État le 17 décembre 1995 mais comme tête de liste du bloc électoral «Notre Maison Russie», mais y a renoncé pour conserver son poste de Premier ministre. Et la confiance votée par le Parlement en janvier 1997 était de pure forme). Des élections législatives et présidentielle ont eu lieu en Tchétchénie le 27 janvier 1997, en toute indépendance du pouvoir moscovite. Elles se sont tenues dans des conditions remarquables pour un pays dévasté par deux ans de guerre. L'arbitre du conflit a été, au bout du compte, la population de cette république.

La Tchétchénie et le cas Lebed ont montré aussi les limites de la démocratie et de la souveraineté populaire en Russie. Les citoyens sont maîtres le jour de l'élection et peuvent sanctionner un dirigeant et installer l'opposition au Parlement. En revanche, le contrôle démocratique entre deux élections fait largement défaut. L'effet du choix des citoyens sur les politiques du pouvoir reste à ce jour déficient et imprévisible. Les raisons sont nombreuses et tiennent dans l'ensemble au manque de traditions démocratiques. Une carence majeure qu'il faut souligner en priorité est la faiblesse du troisième pouvoir, le judiciaire. Ni la Cour constitutionnelle, ni les tribunaux n'ont les moyens institutionnels, juridiques et matériels d'exercer leurs fonctions pleinement et en toute impartialité². L'impuissance du Parlement face aux multiples oukazes présidentiels constitue certainement un autre facteur de dérive du régime. La Douma d'État n'est pas un contrepoids efficace à la présidence. Elle n'a souvent le choix qu'entre l'approbation totale ou l'opposition-blocage aux projets gouvernementaux³.

En dépit des carences démocratiques et des dysfonctionnements du pouvoir exécutif, l'élection reste un arbitrage et un modérateur de la vie politique en Russie. Chaque scrutin met les citoyens en position de participer et de sanctionner le pouvoir en place et, par là même, d'influer sur le développement institutionnel et politique. Les instruments directs de contrôle des gouvernés sur les gouvernants et sur les instances représentatives demeurent largement insuffisants. Cependant, l'électeur n'est pas complètement absent des affaires publiques entre deux scrutins puisque que désormais les dirigeants en Russie sont obligés de penser leurs politiques en fonction de la prochaine échéance électorale.

1. Sondages du VTsIOM, communiqués à l'auteur en octobre 1996.

2. La revue *East European Constitutional Review* (Chicago et Moscou) publie régulièrement des articles et mises à jour (*update*) sur les institutions russes et les instances judiciaires, en particulier sur le rôle de la Cour constitutionnelle.

3. Fonds du développement du parlementarisme en Russie, *Parlamentarizm v Rossii. Federal'noe sobranie 1993-1995 g.g.*, Moscou, 1996. Cf. aussi T.F. Remington, «Ménage à trois: The End of Soviet Parliamentarism», dans J.W. Hahn (ed.), *Democratization in Russia: The Development of Legislative Institutions*, Armonk, M.E. Sharpe, 1996, p. 106-139.

L'élection présidentielle de 1996 en Russie

Marie Mendras est chargée de recherche au CNRS (Centre d'études et de recherches internationales, Fondation nationale des sciences politiques) et chargée de cours à l'Institut d'études politiques de Paris. Elle a dirigé *Un État pour la Russie*, Bruxelles, Complexe, 1992 et *Russie: le gouvernement des provinces*, Genève, CRES, 1997. Elle est l'auteur, notamment, de «La Russie dans les têtes», *Commentaire*, 71, automne 1995; de «Yeltsin and the Great Divide in Russian Society», *East European Constitutional Review*, 5 (2-3), printemps-été 1996, et de chroniques et articles réguliers dans les revues *Pouvoir* et *Esprit*. Elle travaille sur la question de l'État et de la réorganisation du pouvoir politique et administratif en Russie, à la fois au plan fédéral et dans les provinces (CERI, 4 rue de Chevreuse, 75006 Paris).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 1996 EN RUSSIE

Boris Eltsine a été réélu le 3 juillet président de la Fédération de Russie, à l'issue du second tour. Grâce à une campagne efficace et inéquitable, il a réussi à opérer une très forte remontée dans les intentions de vote. 40 % des votants ont tout de même préféré son rival communiste, Guennadi Ziouganov, et près de 5 % ont voté « contre les deux candidats ». La Russie est divisée entre ceux qui peuvent s'adapter aux changements et les laissés-pour-compte. Les cartes des résultats montrent que la géographie électorale s'est confirmée depuis les scrutins de 1993 et les législatives de décembre 1995. La Russie vote et s'exprime. Le suffrage universel s'est imposé comme la grande contrainte démocratique à laquelle les dirigeants ne peuvent se soustraire.

Boris Yeltsin was reelected President of the Russian Federation on 3 July 1996, on the second round. Thanks to an effective and unfair campaign, he managed to rise again in voting intentions. Forty percent of the voters, nevertheless, preferred his communist rival, Guennadi Ziuganov, and there were almost 5 percent votes « against both candidates ». Russia is divided between those who can adapt to change and those who feel left behind. The maps of the results show that the electoral geography has been confirmed since the 1993 and 1995 elections. Russia votes and expresses itself. Universal suffrage has become the major democratic constraint which leaders cannot escape.